



COMMUNIQUE DE PRESSE 18 février 2016

Contre les textes sexistes, de nous battre nous ne nous arrêterons pas

Au titre d'un objet social commun, les droits des femmes en général et la lutte contre les violences faites aux femmes en particulier, et comme la loi le leur permet, cinq importantes associations féministes : Chiennes de garde, Collectif Féministe Contre le Viol, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Femmes Solidaires et Mouvement Français pour le Planning Familial. ont engagé une procédure contre les textes sexistes d'Orelsan en août 2009.

Considérant que de nombreuses expressions des textes de ce chanteur sont explicitement et violemment sexistes, les associations ont porté plainte « **pour injures publiques à raison du sexe, et incitation à la haine, à la violence et aux discriminations à raison du sexe** » selon les articles de loi qui interdisent ce type de propos (articles 29, alinéa 2 et 33, alinéa 4 et article 24, alinéa 9 de la loi de 1881, modifiée le 30 décembre 2004).

Au terme de plus de 6 ans de procédures, accompagnées par Maîtres Geistel et Weber, de la SCP Henri Leclerc et associés, les associations ont été entendues au cours d'un procès qu'elles ont gagné en première instance au printemps 2013 et d'un appel qui a eu lieu devant la cour de Versailles le mercredi 16 décembre dernier. L'arrêt de la cour est intervenu le 18 février 2016.

Le Tribunal avait fait droit aux demandes des associations. La cour a jugé autrement. Les associations le regrettent. Leur détermination demeure intacte pour faire cesser voire faire sanctionner ces violences faites aux femmes quels que soient les moyens utilisés au service de ces violences.

Contacts presse :

Chiennes de garde : 06 37 40 42 69

Collectif Féministe contre le viol : 01.45.82.73.00

Fédération Nationale Solidarité Femmes : 06 83 20 68 65

Femmes Solidaires : 06 83 44 52 34

Mouvement Français pour le Planning Familial : 06 70 19 83 48